

Sortie de l'euro, une occasion historique

Comment sauver vraiment la Grèce

Costas Lapavistas*

www.monde-diplomatique.fr, juillet 2015

**Economiste, député de Syriza, membre de la Plate-forme de gauche.*

Dès 2010, la perspective d'un défaut grec et d'une sortie de l'Union économique et monétaire (UEM) a surgi. Du point de vue de la théorie économique, le problème est cristallin : une économie faible, caractérisée par d'importantes failles institutionnelles, a rejoint une union monétaire structurellement dysfonctionnelle. Elle s'est dotée d'une devise non seulement forte, mais intrinsèquement problématique. Dans un tel contexte, il n'y a que deux issues : soit l'UEM se réforme en profondeur, soit la Grèce doit envisager un défaut et une sortie.

Le dysfonctionnement de l'euro s'explique avant tout par la politique allemande visant à comprimer les salaires, ce qui a permis à Berlin d'accroître son avantage compétitif et de devenir l'un des principaux prêteurs en Europe. En adoptant cette politique, l'Allemagne a amputé sa propre demande pour mieux capter des richesses en provenance de l'étranger ; une politique dont la population a fait les frais, mais qui a ravi les grands exportateurs et les établissements bancaires.

Pour les autres pays membres, l'option allemande a eu l'effet opposé : une hausse des déficits et des emprunts. Là réside le déséquilibre fondamental de l'UEM, masqué au début des années 2000 par la disponibilité de liquidités bon marché qui ont facilité la consommation et l'investissement dans le secteur de la construction. Mais la crise mondiale de 2007-2009 a mis au jour le hiatus et provoqué le dérapage de la zone euro. Ayant enregistré la plus importante dégradation en termes de compétitivité, la Grèce s'est révélée le pays le plus vulnérable de la région. Elle s'est bientôt retrouvée confrontée à une dette astronomique de 300 milliards d'euros et à des déficits béants au niveau du budget et du compte courant : plus de 15 % du produit intérieur brut (PIB) dans les deux cas. Une monnaie forte venait de détruire une économie faible.

Le destin de la Grèce a néanmoins été scellé après 2010, lorsque l'Union européenne a choisi l'austérité comme principale solution à ses difficultés. La recette ? Amputation des salaires, coupes budgétaires, hausse des impôts, réformes favorables au marché et institutionnalisation de la rigueur à travers les traités (notamment le « six-pack » et le « two-pack » (1)).

D'un point de vue étroitement allemand, l'austérité présente l'avantage de faire porter le coût de l'ajustement aux pays dégageant des déficits, tout en préservant les intérêts des grandes banques et des exportateurs. Les dirigeants allemands actuels semblent estimer que l'austérité cimentera leur position dominante au sein de l'Union. Du point de vue de l'UEM, cependant, une telle politique déprime la demande et contracte l'économie, sans offrir aux pays déficitaires la moindre perspective d'un retour de leurs comptes en terrain positif, et donc d'un remboursement de leurs dettes. Il s'agit ainsi de la méthode la plus efficace pour provoquer l'effondrement de l'UEM à moyen terme. Du point de vue grec, enfin, l'austérité s'avère désastreuse, puisque la contraction de l'activité et des revenus emprisonne le pays dans une situation de faible croissance, de chômage massif et de dette monumentale. La politique allemande conduit l'UEM à l'échec ; mais elle aura ravagé la Grèce bien avant.

Une détermination d'airain

Elu le 25 janvier 2015, le gouvernement Syriza mesure depuis longtemps les implications des politiques européennes. Pendant les cinq mois qui ont suivi son accession au pouvoir, il a tenté d'obtenir la fin des mesures d'austérité, un allègement de la dette, ainsi qu'un programme d'investissement susceptible de dynamiser l'économie. On peinerait à imaginer réponse plus cruelle que celle des créanciers en juin : la Grèce doit, selon eux, dégager un excédent primaire (2) de 1 % du PIB en 2015, de 2 % en 2016, de 3 % en 2017 et de 3,75 % les années suivantes. Pas la moindre évocation d'un allègement de la dette ni d'un programme d'investissement sérieux. Bref, l'austérité la plus sévère, et pour longtemps.

Dans un tel contexte, l'avenir de la Grèce s'annonce sombre. La croissance moyenne des cinq prochaines années pourrait atteindre 2 %, avec d'importantes fluctuations. Le chômage restera probablement très élevé, sans que l'on puisse envisager un retournement de l'évolution des revenus, dont la chute a dépassé 30 % pour de larges pans de la société. Une population déjà âgée, écrasée par la dette, verrait alors sa jeunesse — notamment la mieux formée — prendre le chemin de l'exil. La situation de fragilité géopolitique dans laquelle un tel scénario plongerait le pays s'imagine aisément : Athènes serait bientôt relégué à l'insignifiance historique.

Si l'Union européenne insiste pour imposer ses politiques, la survie du pays passera par un défaut et par une sortie de l'UEM, premiers pas vers la réactivation de l'appareil productif grec, la dynamisation des investissements et la restauration de l'Etat-providence. La Grèce serait alors libérée du piège de l'euro et pourrait engager un processus de transformation sociale, caractérisé par la croissance économique et la redistribution des richesses. Une telle ambition, cela va sans dire, se heurterait à de puissants adversaires, à la fois sur le plan intérieur et au sein de l'Europe. Elle requerrait non seulement une détermination d'airain, mais également le soutien de la population.

La seule force politique capable de placer la Grèce sur cette voie porte le nom de Syriza. Depuis longtemps, la position officielle du parti est que l'on peut procéder à des changements radicaux sans quitter l'UEM. Mais l'attitude inflexible des créanciers a conduit le parti et ses électeurs à réviser leur analyse. L'idée selon laquelle le chantage des créanciers doit nous conduire à envisager le défaut et la sortie de l'euro gagne en popularité chez les travailleurs, les pauvres et au sein des classes moyennes inférieures.

On peut s'attendre à une opposition importante des strates supérieures de la société, jusqu'à maintenant sorties largement indemnes de la crise. Celles-ci voient leurs positions défendues à droite par la Nouvelle Démocratie, au centre gauche par le Parti socialiste hellène (Pasok) — deux partis qui se sont partagé le pouvoir pendant des décennies — et au centre par To Potami (« La Rivière »), apparu récemment sur l'échiquier politique grâce à de généreux soutiens financiers. L'élite n'a pas la moindre vision d'avenir pour le pays : elle se contente de mettre en œuvre la feuille de route des créanciers. Les divisions sociales liées à l'euro ont ressurgi de façon aiguë au cours de la crise, et ces tensions s'avèreront décisives dans la période qui s'ouvre.

Une sortie de l'UEM n'aurait rien d'un dîner de gala. Mais l'histoire et la théorie monétaire permettent de dessiner les grandes lignes d'une stratégie, que l'on peut résumer ainsi.

Un coût élevé mais temporaire

Pour commencer, Athènes suspend sa participation à l'UEM sans revenir sur son adhésion à l'Union européenne. Les traités prévoient en effet la sortie de l'Union ; or ce qui s'applique au tout (l'Union) s'applique nécessairement à la partie (l'UEM).

La Grèce interrompt le remboursement de sa dette publique à l'étranger, c'est-à-dire, principalement, au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque centrale européenne (BCE). Le pays pourrait choisir de continuer à honorer ses engagements auprès des créanciers privés, de façon à faciliter son retour ultérieur sur les marchés. Athènes propose une conférence internationale afin d'obtenir une restructuration de ses créances, y compris celles liées au FMI. Le gouvernement s'emploie à rembourser l'ensemble des agents domestiques.

Le pays reprend le contrôle de sa banque centrale, laquelle quitte l'Eurosystème, mais pas le Système européen des banques centrales (3). Le système bancaire est nationalisé et de nouveaux établissements, sains, voient le jour. L'Etat organise la restructuration des emprunts réalisés par des entreprises et des particuliers en difficulté (notamment dans le domaine immobilier), dont le montant n'a cessé de croître au cours de la crise pour dépasser 100 milliards d'euros. Il met par ailleurs en place un contrôle des changes et des transactions bancaires, comme l'Union européenne l'a fait à Chypre en 2013, mais sans ponctionner les dépôts, lesquels sont convertis en nouvelles drachmes au taux de un pour un, tout comme les emprunts sous loi grecque.

La nouvelle drachme se dévalue, probablement beaucoup, au cours des premières semaines, avant de se stabiliser quelques mois plus tard autour d'une décote de 10 à 20 % de sa valeur initiale (sachant que le compte courant est déjà pratiquement à l'équilibre et que l'Etat aura mis en place un contrôle des changes). Les travaux empiriques montrent que l'impact sera positif sur la production et l'emploi, tandis que l'inflation ne devrait connaître qu'une augmentation modeste.

La satisfaction des besoins des groupes les plus vulnérables de la société en produits de base — principalement l'essence, la nourriture et les médicaments — est élevée au rang de priorité. Un minimum de préparation devrait suffire à éviter le recours aux carnets de rationnement.

Personne ne nie qu'un défaut et une sortie de l'euro auraient un coût social élevé, en particulier dans les premiers temps. Mais il s'agirait d'une épreuve temporaire ; cela ne justifie pas que le pays tout entier accepte l'austérité qu'exige le maintien au sein de l'UEM.

La période d'ajustement de quelques mois verra sans doute l'économie entrer en récession. Le pays peut par la suite compter sur une reprise de la croissance, grâce à la libération d'une demande domestique jusque-là comprimée et grâce à la mobilisation de ressources que l'austérité a rangées dans la naphthaline : travailleurs, usines et équipements. Sur cette base, la Grèce serait en mesure de réformer à la fois son économie et sa société, notamment en opérant un basculement des activités de service vers l'industrie et l'agriculture. En restaurant la souveraineté monétaire du pays et sa capacité à générer ses propres liquidités, un défaut suivi d'une sortie de l'UEM autoriserait en effet Athènes à procéder à des transformations aussi profondes. Le pays retrouverait par ailleurs une marge de manœuvre budgétaire qui lui permettrait de relancer l'investissement public et de soutenir son équivalent privé.

Nous aurions, bien sûr, à défendre le nouveau taux de change, mais les ressources mobilisées n'auraient rien de comparable à celles requises par la camisole de l'UEM. Sans compter que les événements monétaires de ce type ouvrent en général de nouvelles possibilités à l'activité économique.

A l'heure actuelle, le coût de l'austérité repose en grande partie sur les salariés, les retraités, les pauvres et les classes moyennes inférieures. Un gouvernement de gauche profiterait d'une sortie de l'euro pour reporter ce fardeau sur les épaules

des mieux lotis et pour transformer le rapport de forces au sein du pays.

A n'en pas douter, l'épisode réduirait le pouvoir d'achat de la population à travers un renchérissement des importations. Mais il raboterait d'autant la valeur réelle des crédits immobiliers et autres emprunts. La reprise de l'activité économique après le choc initial favoriserait les travailleurs en protégeant l'emploi et en facilitant une hausse progressive des salaires. La politique du gouvernement autoriserait de surcroît la redistribution du revenu national de façon à améliorer la situation des plus pauvres. L'activation du marché intérieur bénéficierait aux petites et moyennes entreprises.

Petit pays, grande responsabilité

On trouverait dans le camp des perdants les banques et les grands patrons, qui ont dirigé le pays depuis des décennies avant de le conduire à la ruine. A leurs côtés, les créanciers européens, à commencer par la BCE, dont l'exposition au dispositif d'aide d'urgence (Emergency Liquidity Assistance) dépasse actuellement 90 milliards d'euros.

La Grèce se trouve à la croisée des chemins : son économie s'est effondrée, sa société souffre, ses institutions boitillent et sa position géopolitique n'a jamais été aussi mauvaise depuis des décennies. Au cœur d'une Europe en crise, elle se distingue par l'ampleur de la déconfiture de ses élites. Les forces sociales désormais en mesure de faire repartir le pays de l'avant, en le sortant de sa torpeur, se trouvent au bas de la pyramide sociale ; elles soutiennent Syriza. Il est donc crucial que le parti saisisse cette chance historique.

L'entrée dans l'UEM s'est révélée une erreur considérable de la part de la Grèce. Mais le pays peut toujours suivre une voie différente. Ce faisant, il aiderait l'Europe à se débarrasser d'un système monétaire toxique, qui ne survit que grâce au soutien des secteurs politiques et économiques dominants. Le continent étouffe et doit retrouver ses esprits. La Grèce a souvent joué un rôle historique disproportionné par rapport à sa taille ; il semblerait qu'une nouvelle occasion se présente.

--

Toutes les notes sont de la rédaction.

(1) Lire Raoul Marc Jennar, « [Deux traités pour un coup d'Etat européen](#) », *Le Monde diplomatique*, juin 2012.

(2) Solde budgétaire avant paiement des intérêts de la dette, ou, pour reprendre la formule de l'économiste Paul Krugman, « *l'ensemble des ressources qu'un pays est en mesure de transférer à ses créanciers* » (*New York Times International*, 28 février et 1er mars 2014).

(3) L'Eurosystème coordonne l'action des banques centrales des dix-neuf pays de la zone euro ; le Système européen des banques centrales, celle des vingt-huit membres de l'Union européenne.

—
Abonnement au « *Monde diplomatique* » :
<http://boutique.monde-diplomatique.fr/abonnements/>